

Foundations of Canadian Nationhood, par CHESTER MARTIN.
Un vol., 6 po. x 9, broché, 554 pages — UNIVERSITY OF
TORONTO PRESS. Toronto, 1955

Michel Brunet

Volume 31, numéro 3, octobre–décembre 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002696ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002696ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunet, M. (1955). Compte rendu de [*Foundations of Canadian Nationhood*, par CHESTER MARTIN. Un vol., 6 po. x 9, broché, 554 pages — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS. Toronto, 1955]. *L'Actualité économique*, 31(3), 472–475. <https://doi.org/10.7202/1002696ar>

Les Livres

Foundations of Canadian Nationhood, par CHESTER MARTIN. Un vol., 6 po. × 9, broché, 554 pages.— UNIVERSITY OF TORONTO PRESS. Toronto, 1955.

Depuis une quinzaine d'années, plusieurs professeurs d'histoire des universités anglo-canadiennes ont publié une « Histoire du Canada » en un seul volume. Des publications comme *Dominion of the North: A History of Canada* de Donald G. Creighton (1944), *Colony to Nation: A History of Canada* d'Arthur R. M. Lower (1946), *Canada: A Political and Social History* d'Eggar McInnis (1947), *Canada: A Story of Challenge* de J. M. S. Careless (1953) nous donnent une synthèse de l'histoire du Canada interprétée par les principaux historiens anglo-canadiens. Chacun de ces volumes constitue une leçon de nationalisme *Canadian*. C'est ce nationalisme qui inspire la pensée anglo-canadienne contemporaine. On l'enseigne dans toutes les universités, dans tous les collèges et dans tous les *High Schools* du Canada anglais. Les historiens et les professeurs d'histoire du Canada anglais ont joué un rôle d'avant-garde dans cette prise de conscience nationaliste.

Le professeur Martin a subi, lui aussi, la tentation de publier une « Histoire du Canada ». Mais il n'a pas voulu imiter ces collègues. Il s'est contenté de réunir une collection d'études sous le titre *Foundations of Canadian Nationhood*. C'est sa contribution à la prise de conscience nationaliste du Canada anglais. Le titre même de son livre ne laisse aucun doute sur l'ardeur de ses convictions patriotiques et sur la profondeur de son dévouement envers la nation *Canadian*. Les universitaires du Canada anglais ont depuis toujours compris qu'ils sont solidaires de celle-ci et qu'ils doivent travailler à sa grandeur. Ils n'ont aucun scrupule à faire de l'« action nationale » et ils dispensent à leurs étudiants et à leurs lecteurs une « éducation nationale ». À l'intérieur d'un État comme le Canada où coexistent deux nations, les porte-parole de la nation dominante peuvent afficher et prêcher librement leur nationalisme. Malheureusement, les représentants de la nation minoritaire n'ont pas la même liberté. Et quand

quelques-uns d'entre eux entendent s'acquitter de leurs devoirs envers la nation à laquelle ils appartiennent, ils sont habituellement accusés de «nationalisme étroit». Les faibles ont toujours tort et leur nationalisme dérange la digestion des plus forts. Une histoire du nationalisme au Canada français et au Canada anglais le démontrerait.

Quelles sont les bases de la nation *Canadian*? Selon l'auteur, on peut les ramener à quatre: le peuplement du territoire par la race anglo-saxonne de Halifax à Vancouver, l'acquisition et le bon fonctionnement du *self-government*, l'union de tous les *British Americans* par la constitution de 1867 — union complétée en 1949 par l'admission de Terre-Neuve dans la Confédération — et le rôle international de l'État *Canadian*. Les pages les plus intéressantes et les plus riches du livre sont consacrées au *self-government*. M. Martin a poursuivi de longues recherches sur cette question (voir son livre *Empire and Commonwealth*). Son chapitre sur les préliminaires de la Confédération souligne l'influence exercée par Sir Edmund Head. Toutefois, le professeur Martin ne rend pas pleinement justice à John-A. Macdonald comme principal architecte de l'union des colonies britanniques de l'Amérique du Nord. Cet auteur a toujours aimé mettre en lumière certains personnages secondaires négligés par les historiens qui l'ont précédé. Malheureusement, fasciné par ses découvertes, il en vient à minimiser le rôle de ceux qui n'en demeurent pas moins les personnages de premier plan.

On remarquera que l'auteur ne considère pas la présence d'une minorité de quelque 4,000,000 de Canadiens français encore incomplètement assimilés à la majorité anglophone comme l'une des bases de la nation *Canadian*. Cette constatation causera beaucoup de peine aux missionnaires du biculturalisme. Mais M. Martin n'a rien d'un naïf ou d'un utopiste — du moins en ce domaine. Il constate — avec regret semble-t-il — que le Québec et ses habitants franco-catholiques ont des droits spéciaux. Mais il sait très bien que la nation *Canadian* n'est pas biethnique ni biculturelle. Il se rend compte que le conquérant n'aurait jamais dû accorder l'Acte de Québec aux conquis de 1760. Cette loi du Parlement impérial est même devenue sa bête noire. C'est une obsession chez lui. Un peu plus, et il serait prêt à soutenir que l'Acte de Québec est la cause de la Révolution américaine. S'il ne se rend pas complètement jusqu'à cette position extrême, c'est que comme historien il n'ignore pas que le schisme anglo-américain du XVIII^e siècle avait des causes plus profondes que l'adoption de l'Acte de Québec par le Parlement de George III.

Comment expliquer cette opposition systématique à l'Acte de Québec? M. Martin a conservé la nostalgie d'un vaste empire anglo-saxon qui aurait couvert toute l'Amérique au nord des colonies espagnoles et dont rêvait Benjamin Franklin dès le lendemain de la capitulation de Québec. Il regrette que le gouvernement impérial, en collaboration avec les colonies américaines, n'ait pas établi, après la signature du traité de Paris, une vaste politique de peuplement dans la vallée du Saint-Laurent. Si les immigrants anglais étaient venus en grand nombre, le sort des Canadiens conquis, vaincus et occupés auraient été celui des Louisianais appelés à se noyer dans la masse anglo-saxonne. Cependant, M. Martin

est prudent. Prudent au point de manquer de courage intellectuel. Ce n'est qu'après avoir relu quelques pages plusieurs fois que le lecteur pénétrera le fond de sa pensée. Il reproche aux Canadiens français d'entretenir un culte inexplicable envers l'Acte de Québec. Il soutient que les concessions recommandées, en 1765 et en 1769, par le Board of Trade auraient donné aux Canadiens plus d'avantages que ne leur en accordait l'Acte de Québec. C'est à se demander si M. Martin cherche à surprendre la bonne foi de ses lecteurs. Il admet lui-même que l'Acte de Québec a donné aux «nouveaux sujets des privilèges uniques» (p. 3). Et comme historien, il devrait savoir que le rapport de 1765 n'accordait aux Canadiens que la permission d'élire des députés anglo-protestants. Quelle générosité! Quant au rapport de 1769, il poussait la mansuétude jusqu'à concéder aux Canadiens le privilège de choisir parmi les leurs une *minorité* des députés à l'Assemblée. Et cela dans une colonie où les Canadiens formaient plus de 97 p.c. de la population! De plus, M. Martin oublie de préciser que les députés canadiens ainsi élus auraient été forcés de prêter le serment de suprématie qui niait l'autorité papale.

Un historien consciencieux ne doit pas avoir peur de donner les conclusions de ses recherches et d'exprimer librement ses pensées. Pourquoi le professeur Martin ne dit-il pas tout simplement que les conquérants anglais n'auraient pas dû adopter une politique favorisant la survivance des vaincus comme groupe homogène? Une politique audacieuse destinée à intégrer la population conquise dans une masse d'immigrants anglais aurait peut-être été possible. On peut même supposer que la nation *Canadian* compterait aujourd'hui quatre millions de membres de plus. Le nationalisme *Canadian* et ses défenseurs ne rencontreraient pas l'obstacle que présente une minorité nationale canadienne-française partielle-ment inassimilée à la majorité.

Il serait facile de relever plusieurs contradictions et naïvetés. Par exemple, l'auteur se donne inutilement beaucoup de mal pour expliquer pourquoi il était plus difficile d'établir une Chambre d'Assemblée en 1791 qu'en 1769. Son explication est puérile. Il n'a pas encore compris le rapport Durham. On peut même se demander s'il l'a lu attentivement. Il s'étonne de constater la facilité avec laquelle LaFontaine a accepté de collaborer avec Hinks et Baldwin. Il devrait savoir que les chefs politiques canadiens-français, après 1840, n'avaient plus la liberté de refuser l'alliance du pot de terre et du pot de fer. Ses études se limitent trop à l'histoire purement politique. Il ignore les mouvements d'idées et ne donne qu'un aperçu schématique des facteurs économiques. Il ignore l'évolution récente de la fédération canadienne sous l'influence d'une politique fédérale délibérément centralisatrice. L'enquête Rowell-Dafoe, l'extension des pouvoirs fédéraux durant la guerre, l'invasion du pouvoir central dans le domaine de la législation économique-sociale, l'œuvre d'unification nationale poursuivie par Radio-Canada et la politique culturelle du gouvernement d'Ottawa ne retiennent nullement son attention. Son analyse des bases de la nation *Canadian* est incomplète.

Le professeur Martin, comme tout bon *Canadian*, n'oublie pas de payer son tribut d'hommages envers le Commonwealth. Il rappelle quelle a été l'impor-

tance de la contribution des hommes d'État du Canada anglais à l'évolution constitutionnelle de l'Empire britannique. Ils ont conquis l'indépendance du Canada sans rompre le lien impérial. L'auteur décrit très bien les principales étapes de cette accession à l'autonomie complète. Malheureusement, il ne montre pas quelles sont les véritables bases du Commonwealth. Un culte commun de la liberté et des institutions parlementaires ne suffit pas pour expliquer l'existence de cette association de peuples. Pas davantage, l'allégeance à une même souveraine. Les auteurs anglo-saxons n'osent pas affirmer que la race, le sang et la langue forment le ciment qui unit les nations-sœurs britanniques. Si le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient été colonisés et peuplés par des immigrants en majorité non-britanniques, l'histoire de l'Empire aurait évolué différemment. Songeons au cas de l'Irlande du Sud. Et quels sont les sentiments des Boers à l'égard du Commonwealth? Si les Canadiens français étaient devenus la majorité au Canada, celui-ci serait-il encore un royaume britannique? Le Commonwealth britannique existera aussi longtemps que ses membres commueront à un même nationalisme extra-territorial.

Le livre contient plusieurs citations précieuses. Sa présentation matérielle est excellente. Il nous renseigne sur la pensée politique anglo-canadienne. Ce gros bouquin est à la fois une source et un document pour tout lecteur canadien-français qui s'intéresse à l'histoire de la nation et de l'État *Canadian* dont l'évolution influence directement la vie de la nation minoritaire qui a survécu à la Conquête de 1760. Ceux qui ont la responsabilité d'orienter la société canadienne-française doivent s'efforcer de connaître les manières de voir et de penser de la majorité anglophone. Le livre de M. Martin leur rendra service.

Michel Brunet

Théorie générale de la population: I — Économie et population, par ALFRED SAUVY. Un vol., 5¾ po. × 9, broché, 370 pages.— LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1952.

«Le vingtième siècle, a écrit Jean Fourastié, restera dans l'histoire moins le siècle des moteurs à réaction et de l'énergie atomique que celui de la naissance des sciences sociales. Parmi celles-ci la science de la population est l'une des plus importantes pour l'homme et des plus fécondes en récentes acquisitions.» L'œuvre de M. Alfred Sauvy, directeur de l'Institut national d'études démographiques, en France, constitue l'une des plus importantes contributions à l'éclaircissement des problèmes de population et des problèmes sociaux en général. Et sa «Théorie générale» nous livre autant le résultat des recherches du savant que le fruit des réflexions d'un esprit dépouillé de souci doctrinal mais extrêmement préoccupé de la qualité des hommes, à court et à long terme.

Dans le premier¹ volume de l'ouvrage: «Économie et population», l'auteur étudie les relations existant entre: d'une part la quantité et la structure de la population (actifs, inactifs, jeunes, adultes, vieillards, etc.); et d'autre part les

1. On trouvera dans le prochain numéro un compte rendu du volume II: *Biologie sociale*.